

Conjoncture économique et marchés financiers

Mardi 5 mai 2026

Corentin Ponton

Responsable de la prévision, Direction des études économiques, LBP



– Rédaction achevée le 30 avril 2026

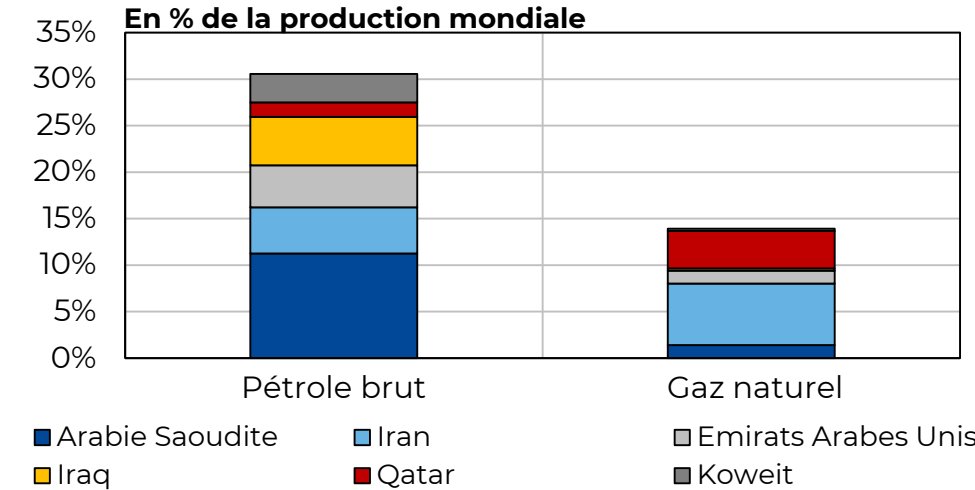
- Les analyses et prévisions qui figurent dans ce document sont celles du service des Études Économiques de La Banque Postale. Bien que ces informations soient établies à partir de sources considérées comme fiables, elles ne sont toutefois communiquées qu'à titre indicatif. La Banque Postale ne saurait donc encourir aucune responsabilité du fait de l'utilisation de ces informations ou des décisions qui pourraient être prises sur la base de celles-ci. Il vous appartient de vérifier la pertinence de ces informations et d'en faire un usage adéquat.

Le Moyen-Orient : acteur majeur de l'énergie

- Rappelons que le Moyen-Orient est une région majeure de production :
 - de pétrole (31 % de la production mondiale en 2025, dont 11 % pour l'Arabie Saoudite et 5 % pour l'Iran) ;
 - de gaz (16 % de la production mondiale en 2024, dont 7 % pour l'Iran et 4 % pour le Qatar).
- Les marchés redoutent ainsi :
 - un risque d'approvisionnement du fait du blocage du détroit d'Ormuz où transite l'essentielle de la production du Golfe persique (environ 20 % de l'offre mondiale de pétrole brut et 20 % du GNL). La circulation de tankers est ainsi complètement à l'arrêt dans le détroit depuis mars et les Etats-Unis opèrent un blocus naval contre l'Iran ;
 - des destructions d'infrastructures de production, qui limiteraient la capacité d'offre de pétrole à plus long terme. A ce stade, ces destructions apparaissent marginales sur le pétrole et limitées sur le GNL (dommages au Qatar à Ras Laffan).

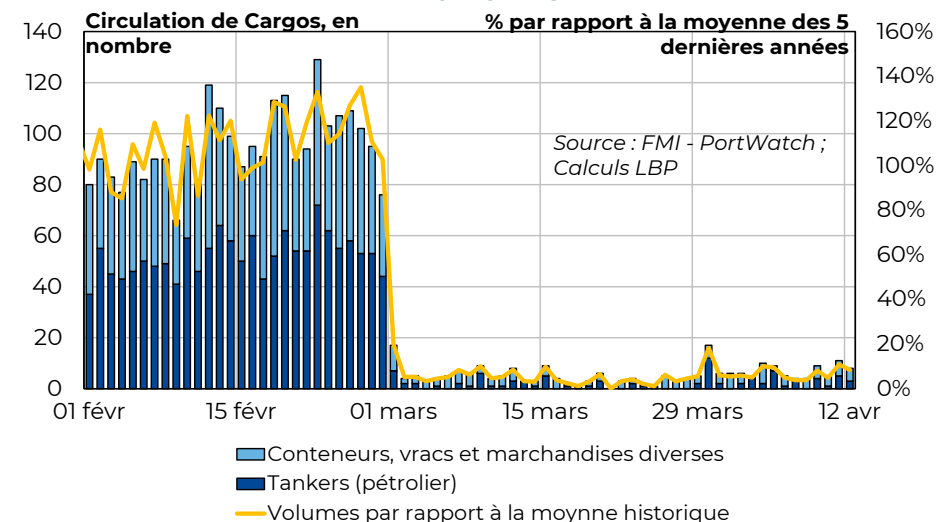
➤ **Au total, la production des pays du Moyen-Orient a diminué de 12 Mb/j depuis le début du conflit. Cela génère un déficit d'offre important sur le marché pétrolier.**

Production de pétrole et de gaz au Moyen Orient



Source : AIE, EIA ; Calculs LBP

Détroit d'Ormuz : volume du trafic maritime



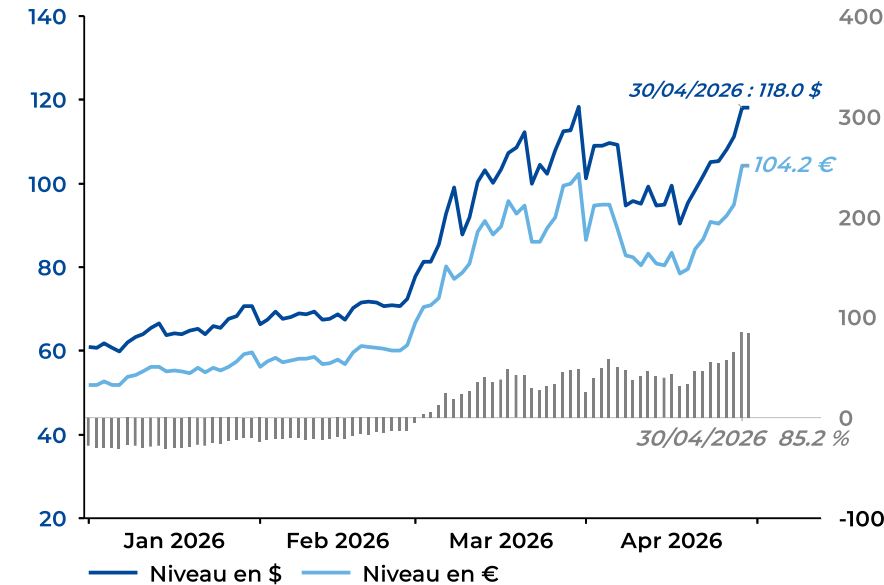
Fortes tensions sur les marchés pétroliers

- **Le déclenchement de la guerre au Moyen-Orient début mars a poussé les prix du pétrole en forte hausse :**
 - Le prix du baril de Brent a atteint un pic à 120 \$ le 31 mars, contre 72 \$ le 27 février et 60 \$ en début d'année.
 - Il demeure à un haut niveau depuis, **autour de 115 \$ le 30 avril**, soit une hausse de près de 100 % depuis le début d'année.
 - **Les cours restent volatils avec l'évolution du conflit.**
- **Le prix du gaz a aussi connu une hausse mais son niveau reste sans commune mesure avec ce qui a été observé en 2022. En effet la période 2022-2023 avait été marquée par :**
 - Des tensions spécifiques sur les prix en Europe, avec l'arrêt des approvisionnements russes ;
 - Des tensions sur les prix de l'électricité en Europe (en réaction à la hausse des prix du gaz) et en France (maintenance du parc nucléaire) ;
 - A l'inverse, approvisionnement plus diversifié en 2026 et moindre dépendance au gaz du Moyen-Orient.

06/05/2026

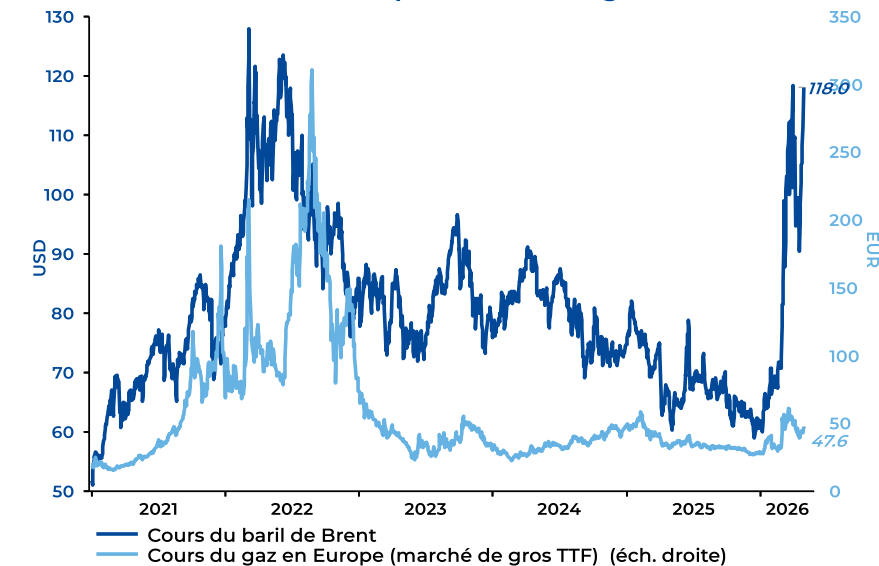
C1 - Interne

Cours du baril de Brent en \$ et en €



Source: LSEG Datastream

Cours du pétrole et du gaz



Source: LSEG Datastream

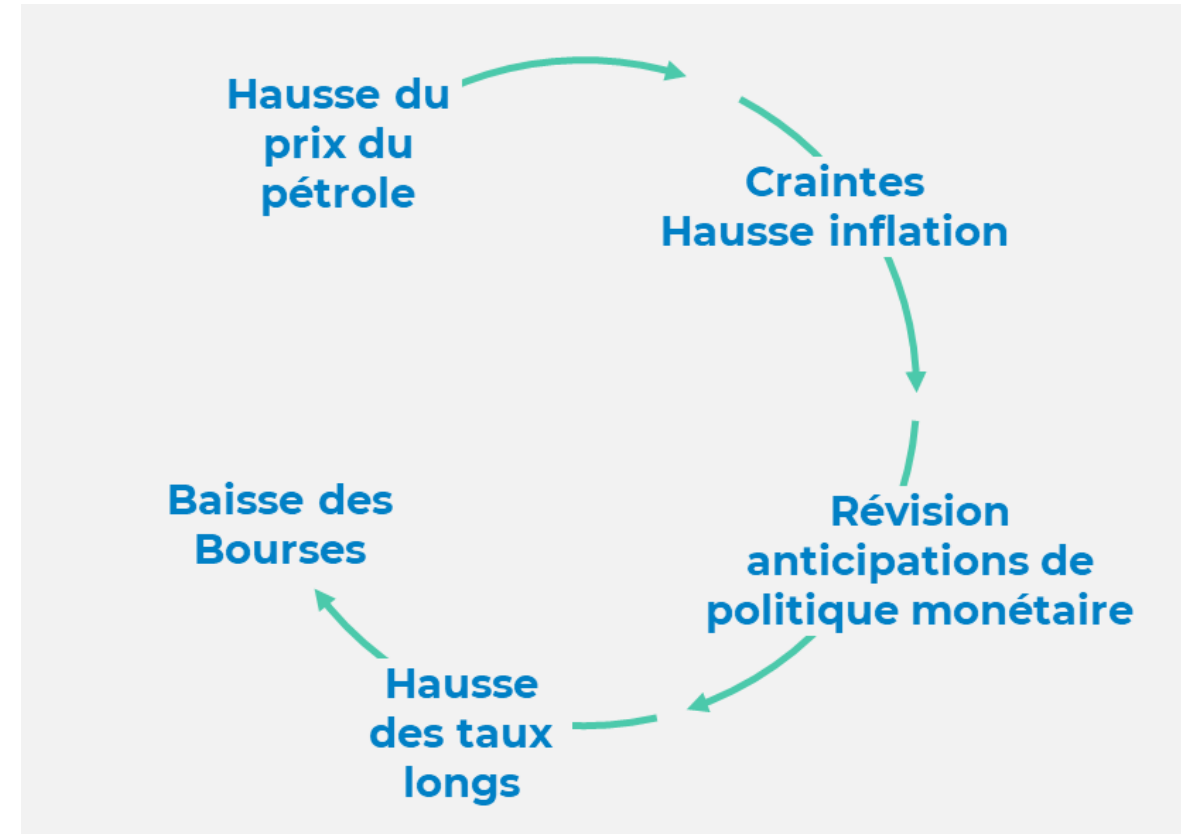
Quelles conséquences macro-financières ?

• Effets sur les marchés financiers :

- Hausse des taux directeurs en réaction à l'inflation
- Tensions sur les taux longs (hausse des taux directeurs, prime de risque)
- Baisse des marchés boursiers

• Effets sur l'économie réelle :

- Effets directs sur les prix de production et de consommation
- Hausse des coûts de production et baisse de la consommation
- Baisse de l'activité



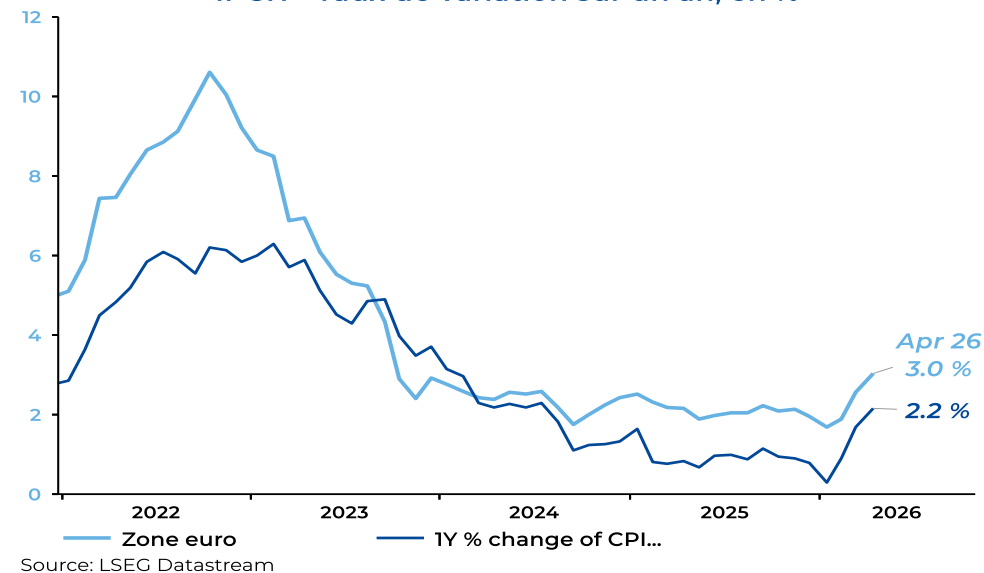
La hausse de l'inflation pourrait faire réagir les banques centrales

- **Avec la hausse des prix de l'énergie, l'inflation a augmenté en France et en zone euro :**
 - **En zone euro**, l'inflation atteint 3,0 % en avril, contre 1,9 % en février.
 - **En France**, l'inflation (IPC) atteint 2,2 % en avril, contre 1,0 % en février.
- **En conséquence les marchés anticipent à présent un durcissement des politiques monétaires :**
 - **Fed : stabilité** des taux d'ici la fin d'année (contre 2 baisses avant le conflit) ;
 - **BCE : 3 hausses** de taux d'ici la fin de l'année (contre stable avant le conflit).
- **Enfin, les taux longs augmentent légèrement : environ +30 pb depuis le début d'année. Le rendement de l'OAT atteignait 3,7 % le 30 avril. Les spreads intra-européens restent contenus.**

06/05/2026

C1 - Interne

Inflation en zone euro
IPCH - Taux de variation sur un an, en %



Anticipations : Taux directeurs pour fin 2026



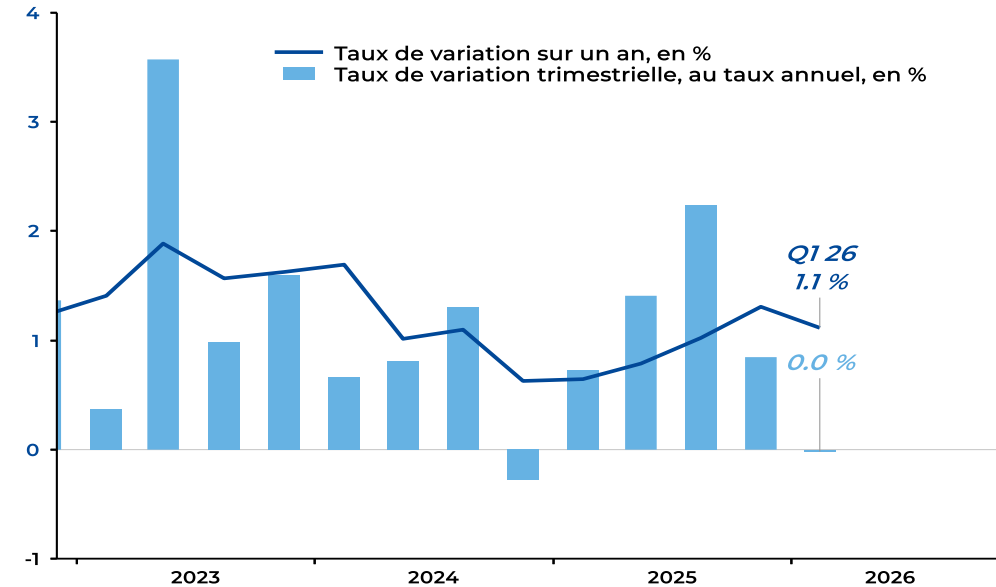
France : début d'année chahuté sur l'activité

- Dans un contexte politique inédit, l'économie française a plutôt bien résisté en 2025. La croissance a atteint 0,9 %, proche de son rythme potentiel (1 %).
- L'activité devrait toutefois ralentir en 2026 :
 - Au 1^{er} trimestre 2026, la croissance de l'activité a été nulle (0,0 %). La consommation des ménages s'est contractée (-0,1 %) ainsi que l'investissement (-0,4 %) ;
 - Les enquêtes de conjoncture se dégradent depuis deux mois sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie, ce qui augure d'une activité ralentie au 2^e trimestre ;
 - Au total, les institutions internationales anticipent une croissance en France autour de 0,8 % cette année. **Attention, conditionnée à l'évolution du conflit eu Moyen-Orient.**

06/05/2026

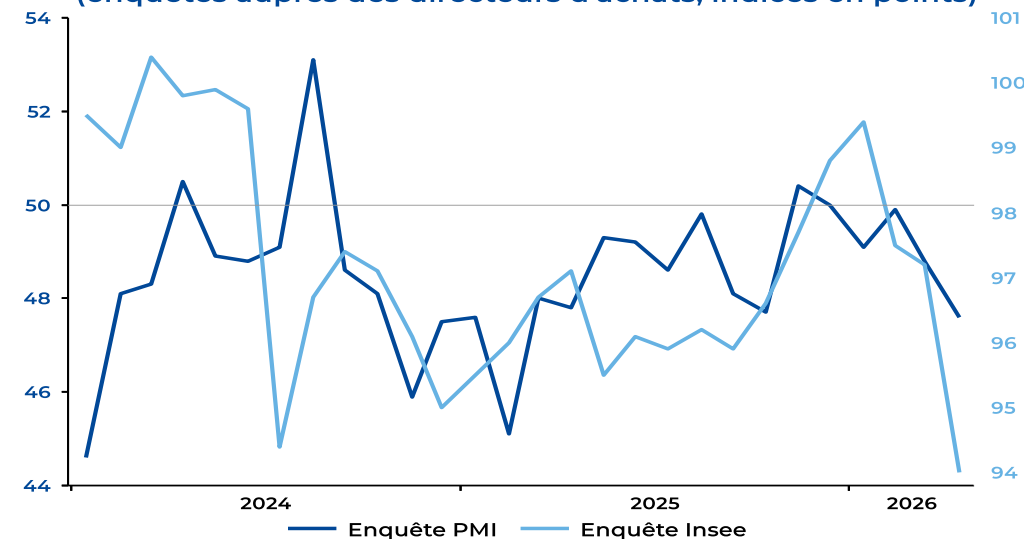
C1 - Interne

PIB en France



France : indices de climat des affaires

(enquêtes auprès des directeurs d'achats, indices en points)



Les scénarii possibles

- La durée du conflit est primordiale pour l'impact économique

1

Si le conflit prend fin au bout de 2 ou 3 mois (fin mai), la hausse temporaire des prix de l'énergie ne se transmettrait que très partiellement en aval.

Le repli des prix de l'énergie pourrait être assez rapide. Le nouvel équilibre pourrait quand même se faire à un niveau de prix du pétrole plus élevé (réduction des capacités iraniennes, temps de remise en route d'autres installations).

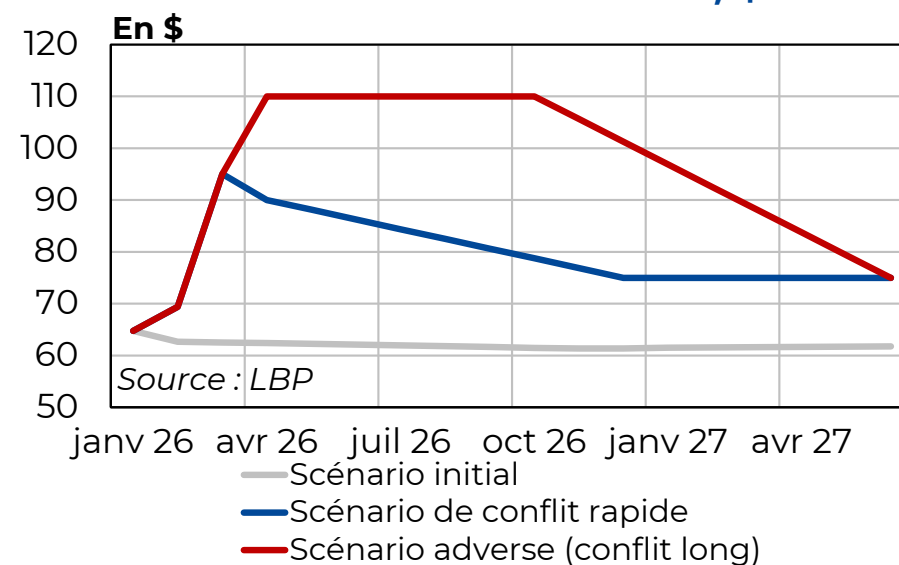
→ Les banques centrales pourraient prendre leur temps.

2

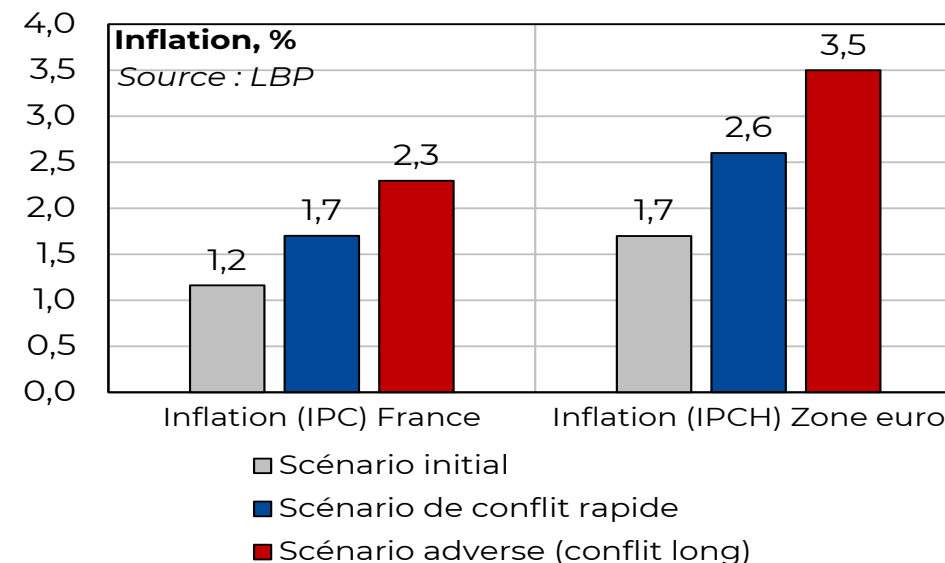
Si le conflit perdure ou si la production est empêchée (ex. entrave détroit d'Ormuz, dégâts durables sur les installations), on retrouverait des enchaînements plus proches de 2022.

→ Les banques centrales seraient alors contraintes de durcir nettement leur politique monétaire.

Prix du baril de Brent, \$



Inflation moyenne en 2026



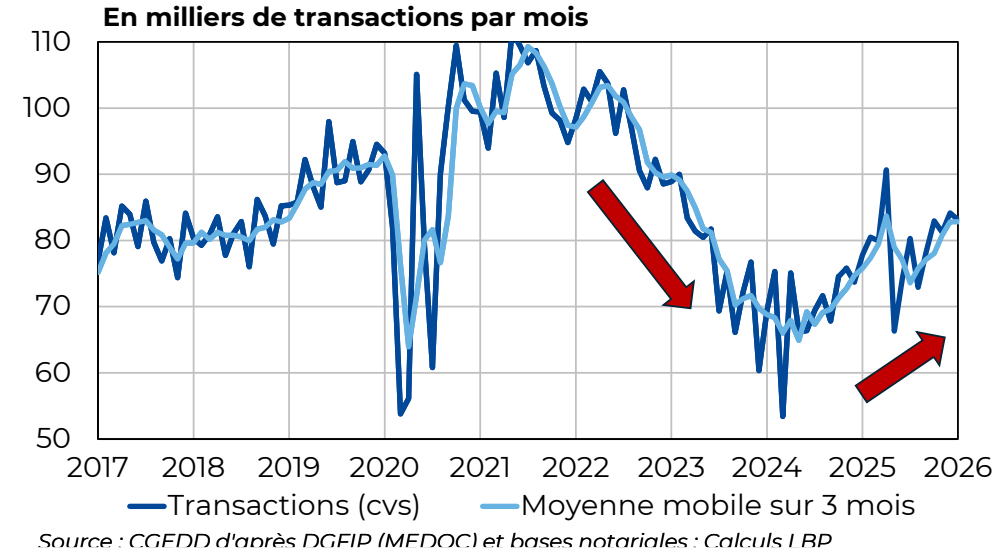
Marché de l'immobilier : reprise en 2025, prudence pour 2026

• Avec la baisse des taux des crédits immobiliers et la baisse passée des prix, les transactions dans l'ancien ont nettement rebondi en 2025 : elle se sont établies à 945k contre 845k en 2024. En parallèle, les prix de l'immobilier semblent progressivement repartir à la hausse : +1,1 % sur un an fin 2025

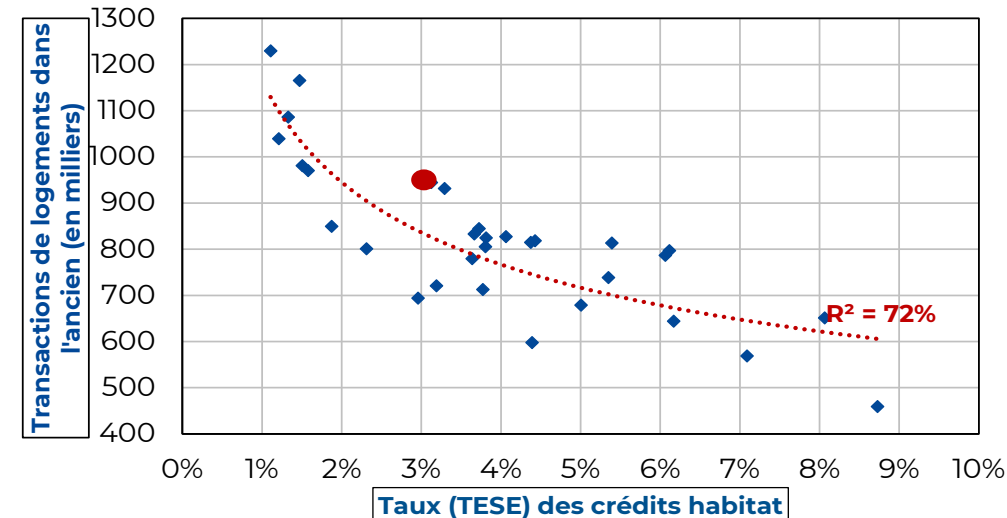
• Le pouvoir d'achat immobilier des ménages, après le choc de 2024 et le rebond de 2025, ne devrait plus progresser de manière importante. Les prix repartent à la hausse et les taux de crédit à l'habitat augmentent légèrement. Cette stabilisation devrait limiter la progression des transactions.

→ On observe une relation historique entre taux des crédits habitat et transactions de logements. Compte tenu de l'atterrissage des taux – à un niveau durablement plus élevé que la décennie 2010 – le marché immobilier ne retrouverait pas les hauts niveaux de 2019-2022.

Transactions de logement anciens



Taux des crédits et transactions de logements (1995-2025)



**Merci
pour votre attention**

La Banque Postale

115 rue de Sèvres - 75275 Paris Cedex 06
[www.labanquepostale.com / investors](http://www.labanquepostale.com/investors)

